

Remplacement du mazout—Loi

six mois, de se remettre à l'œuvre et de proposer un plan global qui tiendrait compte de toutes les énergies de remplacement, chose qui devrait plaire à l'Alberta et à Terre-Neuve qui ont signé de nouvelles ententes. Pourquoi supprimer juste pour l'amour de supprimer. Nous en avons déjà assez. Voilà une chose essentielle pour nos familles et la préservation de nos ressources. Je suis donc convaincue que tout cela mérite d'être repensé et, pour cela, j'appuie la motion.

Des voix: Le vote!

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, il ne faut pas s'étonner que les ministériels veuillent passer au vote, car le projet de loi C-24 est l'une des mesures les plus embarrassantes que le gouvernement ait présentées.

Des voix: Oh, oh!

M. de Jong: J'entends des rumeurs monter chez nos vis-à-vis. D'après eux, pour réduire le déficit, il faut supprimer des programmes comme le programme d'isolation des maisons et le programme de remplacement du pétrole. Sans cela, selon eux, on ne pourra réduire le déficit et relancer l'économie. Si seulement ils jetaient un coup d'œil aux sommes que le gouvernement engloutit d'une part dans le trop célèbre Programme énergétique national inauguré par les libéraux, lequel consiste à subventionner le pétrole importé et, d'autre part, dans les subventions et concessions fiscales aux sociétés pétrolières, ils constateraient que chaque jour nous épargnons 75,000 barils de pétrole grâce à deux programmes qui nous ont coûté 1.3 milliards. Ce chiffre même est trompeur parce qu'environ un tiers en revient sous forme d'impôt aux gouvernements fédéral et provinciaux. Disons donc qu'il s'agit d'environ 900 millions de dollars, ce qui entraîne pour les consommateurs canadiens une économie de près de 75,000 barils de pétrole par jour. Comparez ce chiffre aux 17 milliards et des poussières engagés à la fin de 1983 dans le Programme énergétique national, qui n'a rapporté que quelque 22,000 barils de pétrole par jour. Où est l'économie? Le principe en est très simple. Le gouvernement est déterminé à aider l'industrie pétrolière et les princes du pétrole et non les propriétaires canadiens.

Les députés d'en face parlent de restreindre le déficit. A mon avis, la meilleure façon d'y parvenir, c'est d'imposer les compagnies pétrolières. Cessons de leur accorder toutes ces concessions fiscales, des stimulants et des subventions. Le gouvernement pourra faire économiser aux contribuables canadiens des centaines de millions, voire des milliards de dollars. Mais va-t-il restreindre le déficit en s'attaquant aux toutes puissantes sociétés pétrolières? Bien sûr que non. Après tout, on a conclu des marchés, on a fait des promesses qu'il faut tenir. Et les promesses faites aux propriétaires canadiens, à ceux qui ont profité du programme de conversion du mazout et d'isolation des maisons? Eux, bien entendu, on peut les oublier, les laisser pour compte. C'est pourquoi lorsque j'entends les députés conservateurs dire que cette mesure est nécessaire pour restreindre le déficit, je leur réponds: mon œil! S'ils désiraient sérieusement réduire le déficit, ils supprimeraient les aspects coûteux, le côté offre, du programme énergétique. Point du tout, ils n'en ont pas l'intention. Ils ne réduisent ni les subventions ni les cautions accordées à l'industrie nucléaire qui ont coûté au pays des milliards de dollars au cours des années. Ils ne diminuent aucune subvention accordée aux sociétés pétrolières. Absolument pas. Toutefois, ils sont bien prêts à sabrer dans les programmes qui profitent aux Canadiens et

Canadiennes ordinaires. Il est vraiment regrettable de voir le parti conservateur, qui se dit soucieux d'économiser l'énergie, décider de son propre chef de mettre un terme au programme qui vise à atteindre cet objectif.

Et l'avenir? Selon un rapport préparé par Canertech en décembre 1983, notre pays réussira à économiser au cours des dix prochaines années l'équivalent de 490,000 barils de pétrole par jour. Ce chiffre se fonde sur le dollar au taux de 1983. C'est, monsieur le Président, le rendement de trois ou quatre mégaprojets d'exploitation de sables bitumineux. Par contre, ils entraîneront des frais d'immobilisation d'environ 60 milliards de dollars et une taxe importante sur les redevances. Voilà les possibilités en matière d'économie d'énergie dans notre pays. Nous pouvons économiser près de 490,000 barils de pétrole par jour et ce, à moindres frais qu'en finançant des mégaprojets. Mais il n'est pas question de mettre un terme à l'un de ces programmes. Après tout, on a conclu des marchés, on a fait des promesses, et il faut les tenir.

Compte tenu de tout ce qui précède, les députés doivent certainement se rendre compte que le projet de loi à l'étude est absurde. Nous devons commencer à admettre que le pétrole est une ressource limitée, et qu'il faut commencer à l'économiser, dans l'intérêt national. Il est grand temps que notre pays commence à comprendre que l'époque des vaches grasses est révolue. N'est-il pas temps pour le parti conservateur de reconnaître ses propres racines, lui le parti «conservateur» et de joindre le geste à la parole en matière d'économie d'énergie? Il doit modifier nos lois, mais il choisit de faire le contraire. Les députés conservateurs veulent rendre les Canadiens captifs de l'industrie pétrolière. Voilà leur véritable objectif. Ils ne veulent pas que les Canadiens soient autonomes. Au contraire, ils veulent nous rendre complètement tributaires de ce secteur, afin de fournir les débouchés nécessaires à tous les mégaprojets. C'est certainement la seule conclusion logique à laquelle on peut arriver après avoir regardé ce projet de loi C-24.

● (1550)

Comme je l'ai fait remarquer, le désir de réduire le déficit n'est pas un argument valable. Si le gouvernement cherchait à réduire le déficit, il supprimerait des subventions et des redevances qu'il a données au secteur pétrolier. Au lieu de cela, il élimine le Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes. Je maintiens que le gouvernement veut que le public soit prisonnier des sociétés de pétrole ou d'électricité. Ainsi, à l'avenir, les Canadiens dépenseront des milliards de dollars pour augmenter nos approvisionnements en énergie et en pétrole. Des dépenses de cette envergure ne seraient pas nécessaires si le gouvernement jouait son rôle de chef de file dans le développement d'énergies de remplacement et les mesures d'économie.

Les Canadiens sont les plus grands consommateurs d'énergie au monde. C'est en partie justifié puisque nous sommes un vaste pays, peu peuplé et au climat froid. Mais nous pourrions faire beaucoup de choses pour réaliser des économies. Le gouvernement a une responsabilité. Il doit jouer un rôle prépondérant à cet égard. Si le gouvernement abdique ses responsabilités, je prévois qu'aux prochaines élections les Canadiens s'en débarrasseront, car il n'aura pas rempli une de ses fonctions importantes, celle de montrer la voie dans ce secteur.